

vendredi, 10 octobre 2014 16:34

DAESH est-il devenu l'ennemi n° 1 des USA ?

par Alain Corvez

IRIB-Le monde dans lequel nous vivons, avec le développement inouï des moyens de télécommunication, est désormais dirigé par l'information qui décide du bien et du mal et oriente les choix des citoyens. Les forces qui possèdent les médias, essentiellement la finance internationale, sont en mesure de justifier les politiques menées par les états, leurs interventions militaires étant présentées comme nécessaires à la défense de la démocratie et des droits de l'homme, dissimulant sous de faux prétextes moraux les ambitions stratégiques des grandes puissances.



Les citoyens désormais ont de plus en plus le sentiment, en France et en Europe, que leurs votes n'influent pas sur la direction des affaires qui semble dépendre de forces obscures qui les dépassent. D'où le champ libre laissé aux solutions extrêmes. La démocratie est pervertie par les pouvoirs des médias qui mettent sur le devant de la scène ceux qu'ils ont élus avant le vote et écartent les indésirables. Un rejet des politiques traditionnels, de gauche comme de droite dont la distinction devient de plus en plus ténue, se fait jour dans l'opinion qui paraît désemparée et cherche une issue sans la trouver, sinon dans des programmes irréalistes ou sectaires. Le drame vient de l'incapacité des responsables politiques à se remettre en question, quelles que soient leur intelligence et leur culture, car le système a fabriqué un carcan intellectuel dont ils ne peuvent sortir sans briser leur carrière.

Il en est de même en politique internationale où les médias sont aux ordres des pouvoirs pour justifier dans l'opinion une stratégie décidée sous influence. En dehors de quelques exceptions ridiculisées par les médias, aucune voix audible ne s'est élevée dans la classe politique en France pour dénoncer le retour dans l'organisation militaire de l'OTAN qui, pourtant, nous privait de notre indépendance diplomatique, et presque tous acceptent les décisions de Bruxelles allant dans le même sens comme la signature de traités transatlantiques contraire aux intérêts des Européens. Je ne détaillerai pas l'absurde de notre politique antirusse pour accompagner l'offensive américaine visant à affaiblir notre immense voisin européen, alors que tout devrait nous pousser à nous rapprocher de lui pour construire une coopération économique et stratégique en direction de l'Asie.

Pour parler de la situation en Irak et en Syrie où des crimes atroces sont commis tous les jours, j'ai voulu prendre un peu de recul pour remonter aux origines de ces situations désastreuses et les replacer dans une géopolitique internationale plus vaste, car nous sommes en réalité dans l'affrontement entre les intérêts stratégiques de puissances régionales et mondiales en compétition.

Mais avant d'essayer de tracer un tableau des facteurs qui nous ont amené à la situation en réalité paradoxale où nous sommes arrivés, je voudrais vous citer l'observation d'un philosophe italien contemporain qui m'avait frappé lors de la conférence de Carême qu'il avait prononcée à ND de Paris en 2009. Il réfléchissait à la notion du temps, au sens du chronos grec et constatait son impact sur notre civilisation. Rassurez-vous, je ne vais pas vous infliger un cours de philosophie mais l'extrait que je vais citer me semble essentiel, même s'il faut s'accrocher pour comprendre car ce n'est pas le style ni le sujet d'un roman de gare et vous ne direz pas « merci pour ce moment » !

« Au fur et à mesure que la perception de l'économie du salut dans le temps historique s'estompe dans l'Eglise, on voit l'économie étendre sa domination aveugle et dérisoire sur tous les aspects de la vie sociale.

Du même coup, l'exigence eschatologique que l'Eglise a délaissée revient sous une forme sécularisée

et parodique dans les savoirs profanes, qui semblent rivaliser pour prophétiser dans tous les domaines des catastrophes irréversibles. L'état de crise et d'exception permanente que les gouvernements du monde proclament aujourd'hui est bien la parodie sécularisée de l'ajournement perpétuel du Jugement dernier dans l'histoire de l'Eglise. A l'éclipse de l'expérience messianique de l'accomplissement de la loi et du temps, correspond une hypertrophie inouïe du droit, qui prétend légiférer sur tout, mais qui trahit par un excès de légalité la perte de toute légitimité véritable. **Je le dis ici et maintenant en mesurant mes mots : aujourd'hui il n'y a plus sur terre aucun pouvoir légitime et les puissants du monde sont tous eux-mêmes convaincus d'illégitimité.** La judiciarisation et l'économisation intégrale des rapports humains, la confusion entre ce que nous pouvons croire, espérer, aimer et ce que nous sommes tenus de faire ou de ne pas faire, de dire ou de ne pas dire, marque non seulement la crise du droit et des Etats, mais aussi et surtout celle de l'Eglise. »(1)

L'équilibre de la terreur nucléaire qui a suivi la deuxième guerre mondiale, une guerre classique étant devenue impossible, a conduit les deux blocs antagonistes à s'affronter dans des conflits asymétriques en utilisant des alliés. Les Etats-Unis ont compris dès 1945 l'intérêt qu'ils pouvaient tirer d'une entente avec l'Arabie Séoudite et l'on sait que le retrait d'Afghanistan des soviétiques en 1979 a été considéré comme sa victoire par le royaume wahhabite, qui avait financé et formé les moudjahidines, avec l'aide des services pakistanais et américains. Si certains de ces moudjahidines sont restés en Afghanistan, beaucoup ont essaimé en Tchétchénie et dans plusieurs pays arabes qui les accueillirent plus ou moins volontairement, mais n'eurent aucune prise sur les pays laïques qu'étaient par exemple l'Irak et la Syrie.

Après l'effondrement de l'Union Soviétique, les années 90 virent le développement de l'ubris des Etats-Unis qui crurent sincèrement, du moins leurs dirigeants, qu'ils avaient la mission sinon divine, en tout cas hautement morale, d'apporter à l'ensemble de la planète la démocratie, le respect des droits de l'homme et le mode de vie américain, intervenant militairement dans ce but contre la volonté de populations médusées : l'Afghanistan, l'Irak, plus récemment la Libye. Nous en connaissons les résultats désastreux sur lesquels je ne m'étendrai pas mais il est important de comprendre que l'alliance américaine avec l'islam rigoriste du wahhabisme ne s'est jamais démentie, même si c'est au nom de cette doctrine d'un autre âge qu'est né Al Qaïda qui ne s'attaquait qu'aux musulmans qui ne partagent pas leur croyance, en dehors des attentats du 11/9.

Nous savons désormais que le terrorisme islamiste est soutenu depuis le début par les Séoudiens, puis les Qataris qui virent là une possibilité de jouer un rôle régional grâce à leur richesse pétrolière sans commune mesure avec leur importance politique. Par opportunisme, la Turquie, dirigée par un parti islamiste, a cru pouvoir s'imposer dans le monde arabe en s'associant à ce soutien, se faisant la tête de pont des assauts contre la Syrie laïque dont elle pensait renverser le gouvernement rapidement.

Grâce à ces appuis, ces financements et ces soutiens, la nébuleuse djihadiste s'est étendue en Syrie et en Irak. Dans ce dernier pays, la démocratie apportée par les Etats-Unis a porté logiquement au pouvoir les chiïtes dont le chef du clan le plus important devenu Premier Ministre a mené une politique sectaire, ostracisant les sunnites et même certains chiïtes rivaux. Mais il avait la majorité. Après le départ des troupes américaines il a dû faire face à une rébellion sunnite largement soutenue par l'Arabie qui a provoqué des attentats et des meurtres réprimés avec une fermeté extrême, et l'Irak, à son tour, est entré en chaos. Peut-être la faute principale de Maliki a-t-elle été de cesser de payer les miliciens sunnites qui avaient brillamment lutté contre Al Qaïda sous la conduite intelligente du général Petraeus dans l'opération Saha (Réveil.Sursaut). Les chefs des tribus sunnites qui avaient fourni ces contre-terroristes voulaient le départ de Maliki et trouvèrent opportun de conclure une alliance de circonstance avec les djihadistes du nord irakien, de même que les anciens résistants à l'occupation américaine, baasistes et anciens cadres de l'armée de Saddam Hussein qui luttèrent contre le pouvoir de Bagdad.

Le 20 juin dernier j'écrivais dans un court billet (2) que l'offensive éclair de DAESH (Daoulat al Islamiyah fi al Irak wa al bilad al Sham) était sous contrôle des services de renseignement américains qui avaient des agents parmi eux et parmi les baasistes et que le but était, soit de renverser Maliki ou au moins de l'amener à des concessions importantes qu'il persistait à refuser, pour établir un

gouvernement de consensus. J'ajoutais que le but n'était pas de prendre Bagdad et que l'alliance paradoxale entre une organisation islamiste et un parti d'idéologie laïque n'était que de circonstance. Les prises d'importants territoires et de grandes villes comme Mossoul du nord et de l'ouest de l'Irak en quelques jours par l'Etat Islamique, EI, s'étaient faites pratiquement sans combats, les portes étant ouvertes aux djihadistes par les membres des forces de sécurité irakienne qui n'attendaient que le signal pour le faire. Les ouvertures de Maliki vers la Russie et la Chine n'étaient pas non plus pour plaire aux Etats-Unis et il devenait important pour Washington de reprendre un contrôle à Bagdad qui commençait à lui échapper. On sait que ce sont surtout des compagnies pétrolières chinoises qui exploitent l'or noir irakien.

La nomination de Chuck Hagel à la Défense et John Kerry aux Affaires Etrangères lors du deuxième mandat d'Obama laissait clairement comprendre que le Président américain et son équipe avaient compris le monde multi polarisé qui était désormais en place et voulaient s'y adapter en instaurant de nouvelles relations avec tous les états et les organisations internationales, reconnaissant à chacun sa juste place sur l'échiquier mondial. (3) Les Etats-Unis sont la première puissance militaire mondiale et de loin mais la Chine, dont le PIB est encore loin de celui des Etats-Unis, surtout par habitant, comble ses lacunes rapidement et se dote d'une économie ambitieuse ; avec d'autres pays comme l'Inde ou la Russie en reconstruction rapide qui n'entendent pas se laisser dominer, sans parler de nombreux pays d'Amérique Latine. On voit que le gouvernement américain a pris en compte cette nouvelle donne et s'efforce de s'y adapter, notamment dans sa volonté de régler la question iranienne en reconnaissant à ce pays de vieille civilisation son rôle essentiel de modération et d'équilibre dans une région à feu et à sang. Mais le gouvernement est l'objet de pressions énormes de groupes d'influence très puissants qui peuvent empêcher des décisions ou en forcer d'autres.

Ainsi la finance internationale dirigée par Wall Street et la City défend sa stratégie d'un monde sans barrières pour ses prises de position et éventuellement sans frontières étatiques, et cherche surtout à maintenir la domination du dollar comme monnaie mondiale contre les pays « non-alignés » qui s'organisent pour organiser leurs échanges dans d'autres devises.

Ensuite les puissants industriels de l'armement qui vivent de la domination mondiale des Etats-Unis et voient d'un bon œil les guerres se succéder dans le monde, entretenant d'après eux leur suprématie.

Enfin les soutiens de la politique d'Israël qui encouragent les dissensions entre les arabes et voient dans les guerres entre chiites et sunnites un bon moyen d'assurer la pérennité de leur protégé, le gouvernement actuel de Jérusalem ne s'imaginant pas autrement qu'en guerre permanente avec ses voisins, eux-mêmes déchirés par des luttes intestines qu'il convient d'encourager.

Les mêmes acteurs se retrouvent d'ailleurs dans ces trois groupes mais de nombreux signes indiquent que les uns comme les autres seront amenés à prendre des positions plus modérées, car les affrontements mondiaux entre les intérêts stratégiques de l'Amérique, de la Chine, de la Russie atteignent parfois des paroxysmes de crise qui, à l'heure du « village mondial » et de l'arme nucléaire susceptible de détruire la planète, ne peuvent être réglés par la guerre et la raison doit revenir aux plus ardents partisans des actions armées. Mais ces groupes de pression sont puissants financièrement et alimentent les campagnes électorales ; ils peuvent agir sur le Sénat et la Chambre des Représentants pour empêcher les décisions contraires à leurs intérêts qui sont de prolonger la domination américaine du monde, notamment par le dollar, contre la réalité du monde multi polarisé. Ce sont eux, finalement, qui dirigent les Etats-Unis et le gouvernement doit en permanence composer pour parvenir à appliquer sa stratégie.

En réalité pour lutter contre le terrorisme de DAESH il faut d'abord commencer à tarir ses financements et ses soutiens venant principalement de l'Arabie et du Qatar, et ensuite aider les états sur lesquels ils sévissent à les éliminer au sol, avec sans doute l'appui de frappes aériennes. C'est ce que la France fait en Iraq et c'est bien. Elle devrait le faire en Syrie et cesser de parler du dictateur Bachar el Assad car, quand même, si en dépit des assauts énormes de l'étranger depuis plus de trois

ans et demi le régime est toujours en place c'est qu'il doit y avoir des Syriens qui le soutiennent, sans compter avec ses indéfectibles appuis extérieurs. La connaissance de la mouvance djihadiste de ses services est en outre incomparable et nous devons échanger avec eux pour surveiller nos ressortissants qui sont partis la rejoindre et qui reviendront un jour chez nous.

Les islamistes de DAESH, ou de toute autre appellation comme Al Nosra sont tous les mêmes, en Syrie comme en Irak et participent aux mêmes cruautés barbares. Il faut cesser de se voiler la face sous prétexte d'une obsession qui devient paranoïaque de vouloir renverser un régime qui n'a pas en face de lui des « islamistes modérés » qui n'existent pas sur le terrain ni d'ailleurs des laïques opposants démocratiques qui n'existent que dans les capitales européennes. Enfin, il est totalement incohérent de vouloir combattre les djihadistes en Irak et de prétendre les armer en Syrie (ou dans des camps d'entraînement en Jordanie) car ce sont les mêmes ! Et une fois lâchés en Syrie bien équipés et armés ils iront rejoindre la mouvance que nous voulons détruire.

Comme l'a dit le Président Rouhani à la tribune des Nations Unies en septembre dernier prêchant la modération dans les relations internationales en proposant au Secrétaire Général de remplacer l'attitude actuelle qui semble être : « l'option militaire est sur la table » par « la paix est toujours possible », rappelant au passage qu'aucune culture n'est unique et supérieure aux autres et qu'on s'enrichit plutôt de la diversité des autres.

Dans le combat contre le terrorisme de l'EI, l'Iran peut et doit jouer un rôle stabilisateur car il est incontournable dans la région. Les signes d'un rapprochement avec les Etats-Unis et l'Arabie Séoudite sont un bon augure.

La Turquie qui est embarrassée à juste titre dans l'actuelle situation, elle qui a favorisé les djihadistes, non seulement en Syrie mais aussi en Irak pour faire pièce aux Kurdes avec lesquels elle avait pourtant un accord avec Massoud Barzani, est en position délicate car sa diplomatie annoncée de « pas d'ennuis avec les voisins » a échoué complètement et ses 18 millions de Kurdes pourraient devenir remuants. Les attaques de l'EI sur les régions kurdes de Syrie, notamment sur la ville syrienne frontalière avec la Turquie de Aïn el Arab, Kobane en kurde, font suite au refus du chef du PYD, Saleh Muslim, de rompre avec le régime syrien, démontrant ainsi clairement que la Turquie dirige l'EI dans cette région, d'ailleurs depuis le début de la guerre de Syrie. Pour enlever toute ambiguïté, le Président Erdogan a déclaré le 1er octobre, après avoir tardivement rejoint la coalition contre l'EI : « la guerre contre le régime syrien est notre priorité ».

En conclusion, la coalition internationale que les Etats-Unis ont réussi à constituer pour combattre le terrorisme de l'EI repose avant tout sur la volonté américaine d'en finir avec cette créature de ses services qui a échappé à son créateur et ils ont les moyens de le faire par des frappes aériennes, -et de nombreux « conseillers militaires » sur le terrain-, mais surtout par l'action de leurs services secrets et de leur diplomatie envers les anciens pourvoyeurs de ce terrorisme. Il semble qu'ils se soient orientés dans cette voie. Avec l'appui aux gouvernements arabes concernés directement par cette menace qui devront aller déloger les djihadistes dans leurs derniers repaires, le terrorisme sera long à combattre mais la victoire devrait être au bout. Il ne faudrait toutefois pas que cette coalition soit un paravent pour, sous couvert de lutte contre le terrorisme, le but soit en réalité de contourner l'opposition internationale à des frappes de septembre 2013, fédérée autour de la Russie, pour parvenir par un autre moyen à renverser le pouvoir légal de Damas. Une déclaration la semaine dernière au journal de 20 h de France 2 du Ministre français des Affaires Etrangères pourrait susciter des doutes. Pour l'instant il ne semble pas que ce soit le but de Washington dont les frappes, bien qu'elles aient violé la souveraineté d'un pays membre de l'ONU sans protestation véhémente de Damas, ni de Moscou, servent les intérêts de la Syrie en détruisant des sanctuaires djihadistes dont on peut même se demander si les localisations précises n'ont pas été fournies par les services de renseignement syriens.

Alain Corvez
Conseiller en stratégie internationale

(1) L'intégralité de l'intervention de Giorgio Agamben, réflexion d'un très haut niveau philosophique

sur la structure du temps est consultable dans le petit recueil des conférences de Carême à ND de Paris en 2009, édité par « Parole et Silence ».

(2) [Billet. Irak 20 juin 2014](#), publié par la Revue de Défense Nationale.

(3) Voir mon analyse : [La crise syrienne, révélateur tragique d'un nouvel ordre mondial](#), publié le 30.06.2013 par la RDN.